

OFFICE OF THE  
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU  
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

## **Rapports financiers périodiques : *faits récents***

---

Le 3 novembre 2011

**Points principaux de la présente note :**

- Plus tôt cet automne, le gouvernement du Canada a lancé un nouveau processus d'établissement de rapports trimestriels pour les ministères et les organismes fédéraux.
- Le nouveau cadre d'établissement de rapports périodiques permet de remédier à bon nombre des lacunes relevées dans le sondage mené par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) auprès du Réseau des responsables budgétaires des parlements, dont les résultats ont été publiés plus tôt cette année (<http://www.oecd.org/dataoecd/7/30/48089653.pdf>, (en anglais seulement)).
  - Dans l'ensemble, ces dernières améliorations amènent les rapports périodiques du gouvernement du Canada à la hauteur de ceux d'autres pays de l'OCDE.
- Bien que la qualité générale des rapports financiers périodiques se soit améliorée, on constate une inégalité entre les différents rapports préparés par les ministères et les organismes. À titre d'exemple, moins du quart des rapports indiquent l'incidence financière du gel des budgets de fonctionnement du gouvernement.
- Le directeur parlementaire du budget (DPB) se servira de ces rapports trimestriels pour enrichir l'analyse présentée au Parlement dans le *Suivi des dépenses*.

**Préparé par :** Jason Jacques\*

---

\*L'auteur tient à remercier Anil Dular pour son aide dans l'élaboration de la matrice d'évaluation. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Jason Jacques (courriel : [jason.jacques@parl.gc.ca](mailto:jason.jacques@parl.gc.ca)).

## 1. Mise en contexte

En 2011, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a mené un sondage auprès du Réseau des responsables budgétaires des parlements pour préparer les discussions de sa conférence annuelle.

L'OCDE a invité le directeur parlementaire du budget (DPB) du Canada à préparer un document d'information analysant les réponses du sondage sur le contenu et l'utilisation des rapports périodiques des gouvernements<sup>1</sup>. Les résultats du sondage indiquaient que la plupart des pays publient des rapports périodiques conformes aux pratiques exemplaires de l'OCDE. Toutefois, ils montraient également que le processus d'établissement des rapports périodiques qu'utilise actuellement le gouvernement du Canada est moins détaillé et moins pertinent que celui d'autres pays.

Par conséquent, le gouvernement du Canada a introduit un nouveau processus d'établissement de rapports trimestriels pour les organisations fédérales. Compte tenu de cet effort, le DPB a jugé qu'il serait utile de réévaluer les résultats du sondage.

## 2. Amélioration du processus d'établissement de rapports fédéraux

L'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) énonce que « chaque ministère fait établir pour chacun des trois premiers trimestres de chaque exercice [...] un rapport financier trimestriel ». Ces rapports doivent être rendus publics 60 jours suivant la fin du trimestre visé<sup>2</sup>.

La LGFP précise également les éléments de base que doivent contenir ces rapports trimestriels, notamment un état financier, des données historiques comparatives et une explication de tout

changement important pouvant avoir une incidence sur les résultats prévus. En outre, le Secrétariat du Conseil du Trésor a énoncé les exigences minimales s'appliquant à ces rapports dans la Norme comptable 1.3 (encadré 2-1)<sup>3</sup>.

### Encadré 2-1

#### Points saillants de la Norme comptable 1.3 du Conseil du Trésor

- **Chaque rapport trimestriel doit contenir, au minimum :**
  - **les autorisations de dépenser accordées par le Parlement dans le cadre du Budget principal des dépenses et du Budget supplémentaire des dépenses;**
  - **les autorisations utilisées pendant l'exercice en cours;**
  - **un résumé concis des faits significatifs ayant une incidence sur les résultats trimestriels et cumulatifs de l'exercice;**
  - **de l'information sur les risques financiers importants, y compris les répercussions potentielles sur le plan financier du ministère concerné;**
  - **les stratégies adoptées afin de gérer ces risques.**

Source : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, 2011.

Le sondage mené auprès du Réseau des responsables budgétaires des parlements a permis de déceler plusieurs lacunes dans le processus d'établissement des rapports périodiques fédéraux du Canada par rapport à celui d'autres pays de l'OCDE<sup>4</sup>. Le nouveau processus permet de remédier à bon nombre de ces lacunes. Il convient de souligner les améliorations quant à la quantité d'information fournie au public concernant la mise en œuvre du plan financier exposé dans les budgets du gouvernement, ainsi qu'à l'analyse des risques et des écarts présentée dans les rapports.

<sup>1</sup> Le rapport final de l'OCDE est disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/dataoecd/7/30/48089653.pdf> (en anglais seulement). Consulté en octobre 2011.

<sup>2</sup> <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/page-30.html>. Consulté en octobre 2011.

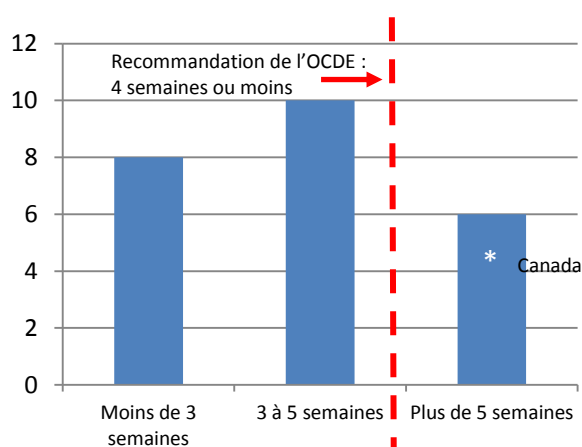
<sup>3</sup> [http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc\\_fra.aspx?id=18292&section=text](http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc_fra.aspx?id=18292&section=text) Consulté en octobre 2011.

<sup>4</sup> <http://www.oecd.org/dataoecd/7/30/48089653.pdf> (en anglais seulement). Consulté en octobre 2011.

Parallèlement, on continue d'accuser un retard en ce qui concerne certains aspects des pratiques exemplaires de l'OCDE<sup>5</sup>. On peut citer à titre d'exemple le temps écoulé entre la fin de la période de référence et la publication des rapports; à cet égard, on ne satisfait pas à la norme d'un mois recommandée par l'OCDE et respectée par plusieurs autres pays (figure 2-2).

Figure 2-2

**Temps écoulé entre la fin de la période de référence et la publication des rapports dans les pays de l'OCDE**



Source : Sondage mené en 2011 par l'OCDE auprès du Réseau des responsables budgétaires des parlements.

**3. Points saillants de certaines divulgations**

Dans le cadre de son analyse des budgets du gouvernement, le DPB a également procédé à l'examen de chaque rapport trimestriel. Cet examen portait sur cinq domaines d'intérêt clés, signalés préalablement par les parlementaires. Comme l'indique le tableau 1, ces divulgations concernaient généralement l'évaluation des changements à l'égard des autorisations et des écarts importants de même que l'incidence des mesures d'austérité fédérales (c.-à-d. le gel des budgets de fonctionnement et les examens stratégiques).

<sup>5</sup> <http://www.oecd.org/dataoecd/33/13/1905258.pdf> (en anglais seulement). Consulté en octobre 2011.

Chaque rapport s'est vu attribuer l'une des trois cotes suivantes :

1. Le rapport *divulgue* l'information requise.
2. Le rapport *ne divulgue pas* l'information requise.
3. La divulgation *n'est pas applicable* (p. ex. l'organisation n'a pas fait l'objet d'un examen stratégique en 2010).

L'annexe A contient la matrice d'évaluation de tous les rapports trimestriels.

Tableau 1

**Principales divulgations évaluées par le DPB**

<b>Rapprochement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</li> </ul>
<b>Autorisations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rapport révèle-t-il tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses?</li> </ul>
<b>Écarts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB?</li> </ul>
<b>Gel des budgets de fonctionnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?</li> </ul>
<b>Examen stratégique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?</li> </ul>

Dans l'ensemble, il existe un grand écart entre les différents rapports trimestriels à l'égard de la quantité d'information fournie. Bien que la plupart dépassent la quantité minimale prescrite par les lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor, de nombreuses organisations ne fournissent pas suffisamment de détails pour qu'il

soit possible de comparer rigoureusement les changements d'une année à l'autre en ce qui concerne les autorisations de dépenser. Par contre, certaines organisations (p. ex. le Service correctionnel du Canada) fournissent un rapprochement complet accompagné de données justificatives non publiées dans les documents de planification financière<sup>6</sup>.

La plupart des rapports contiennent des détails concernant les crédits présentés dans les documents budgétaires et expliquent les écarts substantiels signalés par le DPB.

En ce qui concerne les initiatives d'austérité fédérales, moins du quart des rapports font part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement annoncé dans le budget de 2010 et des stratégies de gestion connexes visant à compenser les réductions<sup>7</sup>. Bien que cette proportion soit faible, elle est néanmoins notable du fait que le Secrétariat du Conseil du Trésor a indiqué plus tôt cette année qu'il était impossible d'estimer l'incidence financière du gel des budgets de fonctionnement sur chacun des ministères et des organismes<sup>8</sup>.

Environ un cinquième des organisations ayant fait l'objet d'un examen stratégique en 2010 ont souligné les répercussions des réductions du financement annoncées dans le budget de 2011, lequel a été déposé en mars dernier<sup>9</sup>. Cependant, les renseignements fournis par ces organisations (p. ex. Travaux publics et Services

gouvernementaux Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor) reflètent une grande transparence, puisqu'ils indiquent avec précision les réductions à l'égard du nombre d'employés ainsi que les activités connexes<sup>10</sup>.

#### 4. Conclusion

Le nouveau cadre d'établissement de rapports périodiques permet de remédier à bon nombre des lacunes relevées dans le sondage mené par l'OCDE auprès du Réseau des responsables budgétaires des parlements. Les dernières améliorations amènent les rapports du gouvernement du Canada à la hauteur de ceux d'autres pays de l'OCDE.

Bien que l'ajout de rapports trimestriels ait amélioré la qualité générale des rapports financiers périodiques, il existe encore un manque d'uniformité entre les divers rapports préparés par les ministères et les organismes. À titre d'exemple, moins du quart des rapports font part de l'incidence financière du gel des budgets de fonctionnement du gouvernement et seulement deux ministères ont indiqué les répercussions des dernières réductions découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011.

Le DPB a commencé à intégrer les rapports trimestriels au *Suivi des dépenses*, lequel appuie l'analyse des budgets du gouvernement menée par le Parlement<sup>11</sup>.

<sup>6</sup> <http://www.csc-scc.gc.ca/text/QFR/2011-2012/1-fra.shtml>.

Consulté en octobre 2011.

<sup>7</sup> <http://www.budget.gc.ca/2010/home-accueil-fra.html>. Consulté en octobre 2011.

<sup>8</sup> [http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/InformationRequests/Responses/Response\\_IR\\_0048\\_TBS\\_Data\\_TB\\_2011-06-24.pdf](http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/InformationRequests/Responses/Response_IR_0048_TBS_Data_TB_2011-06-24.pdf). Consulté en octobre 2011.

<sup>9</sup> Les résultats de l'examen stratégique de 2010 de 12 organisations ont été présentés dans le budget de 2011. Les mesures d'austérité ont débuté au cours du présent exercice (2011-2012) et devraient permettre des économies d'environ 1 milliard de dollars sur trois ans. Seulement deux organisations ont fait part des répercussions opérationnelles de ces mesures dans leurs rapports trimestriels.

<http://www.budget.gc.ca/2011/plan/anx1-fra.html>. Consulté en octobre 2011.

<sup>10</sup> <http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/reports-rapports/qfr-rft/2011/q1/qfr-rftb-fra.asp>. Consulté en octobre 2011.

<sup>11</sup> [http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Expenditure\\_Monitor\\_2011Q1\\_FR.pdf](http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Expenditure_Monitor_2011Q1_FR.pdf). Consulté en octobre 2011.

**Annexe A : Matrice d'évaluation**

**Bleu foncé = Oui**  
**Rouge = Non**  
**Bleu pâle = Sans objet**

	Rapprochement	Autorisations	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
	Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?	Le rapport révèle-t-il tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses?	Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le directeur parlementaire du budget (DPB)?	Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?	Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	Bleu foncé	Rouge	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Rouge	Rouge	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Procréation assistée Canada	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Rouge	Rouge	Bleu pâle	Rouge	Rouge
Agence des services frontaliers du Canada	Rouge	Bleu foncé	Rouge	Rouge	Bleu pâle
Conseil canadien des relations industrielles	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Agence du revenu du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
École de la fonction publique du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Agence canadienne d'évaluation environnementale	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Agence canadienne d'inspection des aliments	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Comité des griefs des Forces canadiennes	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Commission canadienne des grains	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Patrimoine Canada	Bleu foncé	Rouge	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Commission canadienne des droits de la personne	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Tribunal canadien des droits de la personne	<b>Aucun rapport sur le site Web et aucune réponse à la demande de renseignements envoyée par courriel par le DPB.</b>				
Instituts de recherche en santé du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Agence canadienne de développement international	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Autorisations	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
<p><b>Bleu foncé = Oui</b>  <b>Rouge = Non</b>  <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport révèle-t-il tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses?</p>	<p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB?</p>	<p>Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?</p>	<p>Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le le budget de 2011?</p>
Tribunal canadien du commerce extérieur	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Agence canadienne de développement économique du Nord	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Commission canadienne de sûreté nucléaire	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Commission canadienne des affaires polaires	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes *	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Agence spatiale canadienne	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Office des transports du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Citoyenneté et Immigration Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Commission du droit d'auteur	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Enquêteur correctionnel du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Service correctionnel du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Service administratif des tribunaux judiciaires	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Ministère des Finances du Canada	Rouge	Bleu foncé	Rouge	Rouge	Bleu pâle
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Ministère de la Justice du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Agence de développement économique pour les régions du Québec	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Rouge
Environnement Canada	Rouge	Bleu foncé	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
*Évaluation corrigée le 2 décembre 2011.					

**Annexe A : Matrice d'évaluation**

**Bleu foncé = Oui**  
**Rouge = Non**  
**Bleu pâle = Sans objet**

	Rapprochement	Autorisations	Variances	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
	Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?	Le rapport révèle-t-il tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses?	Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB?	Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?	Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?
Agence de la consommation en matière financière					
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Pêches et Océans Canada					
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
Santé Canada					
Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences					
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
Industrie Canada					
Infrastructure Canada					
Bibliothèque et Archives Canada					
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire					
Commission des champs de bataille nationaux					
Ministère de la Défense nationale et Forces canadiennes					
Office national de l'énergie					
Office national du film					
Conseil national de recherches Canada*					
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	<b>Aucun rapport sur le site Web et aucune réponse à la demande de renseignements envoyée par courriel par le DPB.</b>				
Ressources naturelles Canada					
*Évaluation corrigée le 30 décembre 2011.					



Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Autorisations	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
<p><b>Blue foncé = Oui</b>  <b>Rouge = Non</b>  <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport révèle-t-il tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses?</p>	<p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB?</p>	<p>Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?</p>	<p>Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?</p>
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*					
Administration du pipe-line du Nord					
Bureau du vérificateur général du Canada					
Bureau du directeur général des élections du Canada					
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale					
Commissariat au lobbying du Canada					
Commissariat aux langues officielles					
Bureau du Commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications					
Service des poursuites pénales du Canada					
Commissariat à l'information du Canada					
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada					
Commissariat à l'intégrité du secteur public					
Bureau du Secrétaire du Gouverneur général					
Parcs Canada					
Commission des libérations conditionnelles du Canada					
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Bureau du Conseil privé					
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					
*Évaluation corrigée le 7 novembre 2011.					

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Autorisations	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
<p><b>Bleu foncé = Oui</b>  <b>Rouge = Non</b>  <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport révèle-t-il tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses?</p>	<p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB?</p>	<p>Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?</p>	<p>Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?</p>
Agence de la santé publique du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Sécurité publique Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Commission de la fonction publique	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu foncé
Commission des relations de travail dans la fonction publique	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Tribunal de la dotation de la fonction publique	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu foncé
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Greffe du Tribunal de la concurrence	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Greffe du Tribunal des revendications particulières	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Gendarmerie royale du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Conseil de recherches en sciences humaines	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Statistique Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Condition féminine Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Cour suprême du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Transports Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Tribunal d'appel des transports du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Bureau de la sécurité des transports du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu pâle	Rouge	Bleu pâle
Secrétariat du Conseil du Trésor	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle
Commission de vérité et de réconciliation	<b>Aucun rapport sur le site Web et aucune réponse à la demande de renseignements envoyée par courriel par le DPB.</b>				
Anciens Combattants Canada	Bleu foncé	Rouge	Bleu pâle	Bleu foncé	Bleu pâle

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Autorisations	Écarts	Gel des budgets de fonctionnement	Examen stratégique
<p><b>Bleu foncé = Oui</b>  <b>Rouge = Non</b>  <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport révèle-t-il tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses?</p>	<p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB?</p>	<p>Le rapport fait-il part des répercussions financières du gel des budgets de fonctionnement et de la stratégie de gestion connexe?</p>	<p>Le rapport explique-t-il les répercussions financières et opérationnelles des mesures de compression découlant de l'examen stratégique annoncées dans le budget de 2011?</p>
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)					
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada					